

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 31.932/2

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 3 juillet 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "déterminant les conditions d'exercice des missions de l'organe de contrôle visé à l'article 44/7 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police", a donné le 6 juillet 2001 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES 31.932/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 3 juli 2001 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende vaststelling van de voorwaarden betreffende de uitoefening van de opdrachten van het controleorgaan bedoeld in artikel 44/7 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt", heeft op 6 juli 2001 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"(l'urgence est motivée) ... d'une part, par le respect des délais imposés par la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et, d'autre part, par le besoin impérieux de pouvoir mettre sur pied l'organe de contrôle précité aussi vite que possible afin de permettre aux services de police de lui notifier la création de banques de données particulières (article 44/7, alinéa 3 de la loi du 5 août 1992 déjà citée)."

*

*

*

Formalité préalable

L'article 4, § 1er, alinéa 2, du projet prévoit que l'avis de l'organe de contrôle sur la désignation, la promotion, la nomination ou la mutation des fonctionnaires de police chargés de la gestion de la banque de données générale est joint au dossier personnel du fonctionnaire de police concerné, lequel en reçoit copie par envoi recommandé.

Une telle disposition relève du statut des fonctionnaires de police et doit donc, pour cette raison, être soumise à la négociation syndicale.

.../...

Cette formalité n'a pas été accomplie.

Avant de conclure que le projet n'est, en conséquence, pas en état d'être soumis à l'avis de la section de législation, il convient cependant de vérifier le fondement légal de cette disposition.

A cet égard, il y a lieu de relever que l'article 140 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, prévoit que :

"... toute évaluation ou communication écrite relative à la manière d'exercer ses missions d'un fonctionnaire de police lui est notifiée avant d'être classée, avec ses observations éventuelles, dans son dossier dont les pièces sont inventoriées."

Compte tenu de cette disposition légale, l'article 4, § 1er, alinéa 2, doit être omis.

Le projet est, par conséquent, en état d'être examiné par la section de législation, sous réserve de cette omission.

Observations particulières

Préambule

Le considérant concernant la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée est inutile et doit être omis.

.../...

Dispositif

Article 2

1. Cette disposition du projet tend à exécuter l'article 44/7, alinéa 6, de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, en vertu duquel le Roi, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, fixe les conditions dans lesquelles l'organe de contrôle agit d'initiative, ou à la demande des autorités judiciaires ou administratives du Ministre de la Justice ou du Ministre de l'Intérieur.

Cet organe de contrôle est créé par l'alinéa 1er du même article, modifié par la loi du 2 avril 2001. Cette disposition le "charge du contrôle du traitement des informations et des données visées à l'article 44/1, alinéa 1er", à savoir "des données à caractère personnel et des informations, relatives notamment à des événements, à des groupements et à des personnes présentant un intérêt concret pour l'exécution [par les services de police] de leurs missions de police administrative et [...] de leurs missions de police judiciaire".

Avant la loi du 2 avril 2001, l'alinéa 1er de l'article 44/7 chargeait l'organe de contrôler "la gestion de la banque de données nationale générale visée à l'article 44/4, alinéa 1er".

.../...

Le texte actuel de cet alinéa 1er fut introduit dans le projet de loi, devenu la loi du 2 avril 2001, par voie d'amendement du Gouvernement, qui le justifiait comme suit :

"Dans son avis n° 30/96 du 13 novembre 1996 sur la transposition dans le droit national de la directive européenne 95/46 CE du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, la Commission de la protection de la vie privée se montra favorable à la création d'organes de contrôle spécifiques pour un certain nombre de secteurs sensibles.

L'avis précité poursuit en ajoutant : "Ces organes, dans lesquels siègeraient, entre autres, des représentants du secteur concerné, devraient s'attacher à rechercher des solutions concrètes à des problèmes concrets et, à cette occasion, s'efforcer de trouver un équilibre entre les exigences d'une meilleure gestion des traitements concernés et le respect de la vie privée. Ces organes de contrôle devraient exercer un contrôle "de première ligne" dans le domaine de la protection des données à caractère personnel."

Il s'agit précisément du rôle qu'il importe d'attribuer à l'organe de contrôle, celui d'un comité de surveillance interne aux services de police.

Par contre, le contrôle de la gestion de la banque de données nationale générale relève avant tout de la responsabilité des autorités dirigeant la Direction générale chargée de l'appui.

L'amendement tend donc [à] mettre le libellé de l'article 44/7 en conformité avec la réalité de la gestion des services."

.../...

L'alinéa 2 de l'article 44/7, qui n'a pas été modifié par la loi du 2 avril 2001, précise encore que l'organe de contrôle est

"... particulièrement chargé de contrôler le respect des règles d'accès à la banque de données nationale générale et de transmission à cette banque de données et informations visées à l'article 44/1, alinéa 1er."

Enfin, l'alinéa 3 de la même disposition prévoit que l'organe de contrôle exerce intégralement les mêmes compétences à l'égard des banques de données particulières visées par cette disposition.

Il résulte de ce qui précède que la mission légale de l'organe de contrôle n'est pas de se limiter au respect des règles prescrites par ou en vertu des articles 44/1 à 44/9, mais qu'elle doit exercer un contrôle général sur les traitements des données et informations par les services de police, au regard, notamment, du respect dû à la vie privée.

Dès lors, si l'on peut admettre que le Roi, qui est chargé par la loi de fixer les conditions dans lesquelles l'organe de contrôle exerce son action, assigne à celui-ci des priorités en désignant les opérations de traitement des données contenues dans les banques de données dont la régularité doit être vérifiée plus particulièrement, cette habilitation ne l'autorise par contre pas à restreindre la compétence de l'organe de contrôle au seul contrôle du respect des règles prescrites par les articles 44/1 à 44/9 de la loi du 5 août 1992 ou en vertu de ceux-ci.

.../...

Selon le rapport au Roi,

"D'autres autorités sont déjà chargées, par ou en vertu de la loi, d'effectuer un contrôle des traitements d'informations et données des services de police. Il s'agit notamment du comité permanent de contrôle des services de police, ... ou de la Commission de la protection de la vie privée.

L'organe de contrôle institué par la loi sur la fonction de police n'a pas vocation à remettre en question les compétences de contrôle de ces autorités. Il nous a paru opportun de spécialiser les missions de l'organe de contrôle afin de favoriser la complémentarité des interventions des différentes institutions ...

Il va de soi que seules les autorités de police compétentes, à savoir les autorités judiciaires (par exemple le procureur de Roi, le procureur fédéral ...) ainsi que les autorités administratives (le Ministre de l'Intérieur) déterminent les règles des traitements qui sont effectués dans la banque de données nationale générale, ainsi que leurs fonctionnalités. L'organe de contrôle contrôlera uniquement le respect de ces règles de fonctionnalités prescrites et ne peut, en aucune façon, décréter ses propres règles de façon à ce qu'elle soient respectées par les services de police, pas plus que de créer ses propres fonctionnalités".

Ces extraits du rapport au Roi sont directement en contradiction avec l'extrait des travaux préparatoires cité plus haut. La loi ne restreint, en effet, pas les vérifications de l'organe de contrôle au seul respect des "règles de fonctionnalités prescrites par les services de police" et n'exclut pas le cumul de contrôles par plusieurs organes dépendant d'autorités distinctes.

Si la loi a jugé utile de multiplier les contrôles, il n'appartient pas au Roi de limiter ceux-ci pour éviter les chevauchements.

.../...

La disposition en projet doit être revue pour tenir compte de cette observation.

Les paragraphes 1er et 4 ne doivent notamment pas être formulés d'une façon qui limite la compétence générale de l'organe de contrôle.

2. Quant au paragraphe 2, il prévoit, notamment, que l'organe de contrôle doit effectuer ses vérifications "conformément aux règles prescrites par les autorités de police compétentes". Ainsi que l'a confirmé le fonctionnaire délégué, l'intention de l'auteur du projet est plus exactement de prévoir que ces vérifications particulières portent sur la régularité des opérations au regard des règles prescrites par les autorités de police compétentes.

A tout le moins, cette disposition ne peut pas être interprétée comme conférant aux autorités de police un quelconque pouvoir réglementaire.

Outre qu'il conviendra, dans la révision de cette disposition, d'éviter des formulations susceptibles de prêter ainsi à confusion, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas de quelles règles il est ici question : l'article 44/4 charge, en effet, le Roi d'arrêter les modalités de traitement des informations dans la banque de données nationale générale. Il est, dans une certaine mesure, chargé également de fixer les conditions de traitement des données se trouvant dans les banques de données particulières des services (article 44/7, alinéa 3). Il convient de préciser, le cas échéant, le fondement légal et la nature des normes

.../...

dont l'auteur du projet souhaiterait que l'organe de contrôle vérifie plus particulièrement le respect.

3. Au paragraphe 4, la section de législation n'aperçoit pas ce que recouvre exactement la notion "d'enquête de fonctionnement".

Article 8

A l'alinéa 2, mieux vaut écrire plus simplement :

"Il est approuvé par les Ministres de l'Intérieur et de la Justice avant d'être publié au Moniteur belge."

Article 10

1. L'article 44/7, alinéa 9, de la loi ne permet pas de conditionner l'appui administratif et logistique de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale à la condition d'un accord à conclure entre le président de l'organe de contrôle et l'inspecteur général.

En conséquence, le paragraphe 1er, alinéa 1er, de la disposition examinée doit être omis.

2. En vertu de l'article 174, alinéa 1er, de la Constitution, la Chambre des représentants vote chaque année le budget. Les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordon-

.../...

nées le 17 juillet 1991 règlent en détail la procédure budgétaire et la confection des budgets.

Ainsi, l'article 12, alinéas 1er et 2, des lois précitées dispose :

"Le budget général des dépenses prévoit et autorise les dépenses, par programme, des services d'administration générale de l'Etat.

Les crédits afférents aux programmes regroupent distinctement les moyens budgétaires qui se rapportent aux frais de fonctionnement des administrations et aux objectifs des programmes d'activités." (1).

De même, l'article 14 des mêmes lois précise :

"Dans les tableaux budgétaires, les crédits afférents aux programmes sont ventilés en allocations de base conformément à la classification économique, avec indication des dépenses affectées au service financier de dépenses préfinancées. Cette disposition ne s'applique pas aux crédits prévus pour les dotations."

Compte tenu des dispositions rappelées ci-dessus, il n'appartient pas au Roi de fixer dans une disposition réglementaire quelle doit être la structure du budget de la police fédérale. Au demeurant, l'article 114 de la loi du

(1) L'article 13 des lois coordonnées précitées précise notamment que la justification du budget général des dépenses se compose de notes exposant les lignes générales de la politique des départements et, par division organique, les missions assignées et, par programme, les objectifs poursuivis, ainsi que les moyens à mettre en oeuvre pour les réaliser.

7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux (2), n'appelle aucune mesure réglementaire pour son exécution.

En conséquence, le paragraphe 2 doit donc être omis.

Observation finale

Le texte néerlandais du projet est susceptible d'amélioration. Ainsi, à l'article 2, § 3, il est préférable d'employer l'expression "het vastleggen van gegevens en inlichtingen" au lieu de "het vatten van gegevens en inlichtingen". Le mot "schorsing" (article 4, § 3) est également à proscrire dans ce contexte; on écrira "de stopzetting van het vastleggen van gegevens en inlichtingen". Ces observations valent pour l'ensemble du projet.

Il y a également lieu d'écrire dans l'ensemble du projet "Minister van Binnenlandse zaken" et "Minister van Justitie" en lettres majuscules.

(2) L'article 114 précité prescrit :

"Les dépenses relatives à la police fédérale font l'objet d'une section du budget général des dépenses. Les allocations de base relatives à la direction générale de la police judiciaire sont regroupées dans une division organique distincte."

L'on observera d'ailleurs que c'est le législateur lui-même qui a imposé qu'une division organique distincte soit réservée aux moyens budgétaires de la police judiciaire.

AW

- 12 -

31.932/2

.../...

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt die motivering in de brief aldus :

"(l'urgence est motivée) ... d'une part, par le respect des délais imposés par la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et, d'autre part, par le besoin impérieux de pouvoir mettre sur pied l'organe de contrôle précité aussi vite que possible afin de permettre aux services de police de lui notifier la création de banques de données particulières (article 44/7, alinéa 3 de la loi du 5 août 1992 déjà citée)."

*

*

*

Voorafgaand vormvoorschrift

Artikel 4, § 1, tweede lid, van het ontwerp bepaalt dat het advies van het orgaan dat controle uitoefent op de aanwijzing, de bevordering, de benoeming of de mutatie van de politieambtenaren die belast zijn met het beheer van de algemene gegevensbank wordt gevoegd bij het persoonlijk dossier van de betrokken politieambtenaar, die daarvan bij aangetekend schrijven een afschrift ontvangt.

.../...

Zulk een bepaling valt onder het statuut van de politieambtenaren en moet dus, om die reden, het voorwerp zijn van onderhandelingen met de vakbonden.

Aan dat vormvoorschrift is niet voldaan.

Alvorens te besluiten dat het ontwerp bijgevolg niet in zoverre gereed is dat het om advies aan de afdeling wetgeving kan worden voorgelegd, moet evenwel worden nagegaan op welke rechtsgrond die bepaling gebaseerd is.

In dat verband moet worden opgemerkt dat artikel 140 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus bepaalt :

"... elke evaluatie of schriftelijk bericht betreffende de wijze waarop een politieambtenaar zijn opdrachten vervult, wordt hem bekendgemaakt vooraleer het, met zijn eventuele bemerkingen, wordt toegevoegd aan zijn dossier waarvan de stukken worden genummerd."

Gelet op die wetsbepaling moet artikel 4, § 1, tweede lid, vervallen.

Het ontwerp is bijgevolg in zoverre gereed dat het door de afdeling wetgeving kan worden onderzocht, op voorwaarde dat de genoemde bepaling vervalt.

.../...

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

De verwijzing naar de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer is overbodig en moet vervallen.

Dispositief

Artikel 2

1. Deze bepaling van het ontwerp beoogt de uitvoering van artikel 44/7, zesde lid, van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt krachtens hetwelk de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bepaalt onder welke voorwaarden het controleorgaan ambtshalve of op verzoek van de gerechtelijke of bestuurlijke overheden van de Minister van Justitie of van de Minister van Binnenlandse Zaken optreedt.

Dat controleorgaan is opgericht bij het eerste lid van dat artikel, welk lid bij de wet van 2 april 2001 is gewijzigd. Volgens die bepaling is dat orgaan "belast met de controle op de verwerking van de inlichtingen en gegevens bedoeld in artikel 44/1, eerste lid", namelijk "gegevens van persoonlijke aard en inlichtingen (...) meer bepaald met betrekking tot de gebeurtenissen, de groeperingen en de personen die een concreet belang vertonen voor de uitoefening [door de politiediensten] van hun opdrachten van bestuurlijke

.../...

politie en [...] van hun opdrachten van gerechtelijke politie".

Vóór de wet van 2 april 2001 bepaalde artikel 44/7, eerste lid, dat het orgaan belast was met "de controle van het beheer van de algemene nationale gegevensbank bedoeld in artikel 44/4, eerste lid".

De huidige tekst van dat eerste lid is via een amendement van de Regering ingevoegd in het wetsontwerp dat de wet van 2 april 2001 geworden is. De Regering verantwoordde dat amendement als volgt :

"De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer is in advies nr. 30/96 van 30 november 1996 houdende omzetting in het nationale recht van de Europese richtlijn nr. 95/46/EG van 24 oktober 1995 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens voorstander van de oprichting van specifieke controleorganen voor een aantal gevoelige sectoren.

In voornoemd advies is het volgende gesteld "Zulke organen, waarin onder meer vertegenwoordigers van de betrokken sectoren zitting zouden hebben, zouden zich moeten bezighouden met het zoeken naar concrete oplossingen voor concrete problemen, en daarbij een evenwicht moeten nastreven tussen de vereisten inzake een goed beheer van de betrokken verwerkingen en de eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer. Die toezichtsorganen zouden, op het vlak van de bescherming van de persoonsgegevens, een "eerstelijnscontrole" moeten uitoefenen.

Het gaat over de rol die aan het controleorgaan moet worden toegekend, te weten die van een comité van toezicht enkel voor de politiediensten.

De controle op het beheer van de algemene nationale gegevensbank ressorteert in de eerste plaats onder de verantwoordelijkheid van de overheden die de leiding hebben over de Algemene Directie belast met de ondersteuning.

Bijgevolg strekt het amendement ertoe de tekst van artikel 44/7 aan te passen aan de realiteit van het beheer van de diensten".

Het tweede lid van artikel 44/7, dat niet bij de wet van 2 april 2001 is gewijzigd, bepaalt voorts dat het controleorgaan

"... in het bijzonder belast (is) met de controle van de naleving van de regels inzake de toegankelijkheid van de algemene nationale gegevensbank en de toezending aan deze gegevensbank van de inlichtingen en gegevens bedoeld in artikel 44/1, eerste lid."

Het derde lid van dat artikel bepaalt ten slotte dat het controleorgaan ten aanzien van de bijzondere gegevensbanken vermeld in dat artikel volledig dezelfde bevoegdheden uitoefent.

Uit wat voorafgaat, blijkt dat de wettelijke taak van het controleorgaan er niet in bestaat zich te beperken tot de controle van de naleving van de regels die door of krachtens de artikelen 44/1 tot 44/9 worden voorgeschreven, maar dat het controleorgaan een algemene controle moet uitoefenen op de verwerkingen van de gegevens en inlichtingen door de politiediensten, in het bijzonder uit het oogpunt van de eerbiediging van het privé-leven.

Hoewel mag worden aangenomen dat de Koning, die bij de wet tot taak heeft gekregen om te bepalen onder welke

.../...

voorwaarden het controleorgaan zijn bevoegdheden uitoefent, derhalve prioriteiten aan dat orgaan oplegt door te bepalen welke verwerkingen van gegevens uit de gegevensbanken in het bijzonder op hun regelmatigheid moeten worden getoetst, wordt Hij daarentegen niet gemachtigd om de bevoegdheid van het controleorgaan te beperken tot het controleren van de naleving van de regels voorgeschreven door of krachtens de artikelen 44/1 tot 44/9 van de wet van 5 augustus 1992.

In het verslag aan de Koning staat in dat verband het volgende te lezen :

"Door of krachtens de wet zijn andere autoriteiten reeds belast met toezicht op de verwerking van inlichtingen en gegevens van de politiediensten, te weten het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten, ... of nog de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Het is niet de bedoeling dat het controleorgaan ingesteld door de wet op het politieambt afbreuk doet aan de controlebevoegdheden van deze andere autoriteiten. In tegendeel, het leek ons gepast de opdrachten van het controleorgaan specifiek te omschrijven en de complementariteit van het optreden van de diverse instellingen als dusdanig te bevorderen (...)

Het spreekt voor zich dat het enkel de bevoegde politieoverheden zijn, met name hetzij de rechtelijke overheden (bij voorbeeld, de procureur des Konings, de federale procureur ...) dan wel de bestuurlijke overheden (de Minister van Binnenlandse Zaken) die de regels vastleggen van de verwerkingen die worden verricht in de algemene nationale gegevensbank, alsmede haar functionaliteiten. Het controleorgaan zal enkel de naleving van die voorgeschreven regels en functionaliteiten controleren en kan dus geenszins eigen regels uitvaardigen die door de politiediensten zouden moeten worden nageleefd, doch eigen functionaliteiten creëren".

.../...

Die citaten uit het verslag aan de Koning zijn volledig in tegenspraak met het eerder geciteerde uittreksel uit de parlementaire voorbereiding. De wet beperkt de controles die door het controleorgaan moeten worden uitgevoerd, immers niet tot het controleren van de loutere naleving door de politiediensten van de "voorgeschreven regels en functionaliteiten", en de wet sluit evenmin uit dat verscheidene organen die onder verschillende autoriteiten ressorteren tegelijk controles uitvoeren.

Aangezien de wetgever het dienstig heeft geacht in verschillende vormen van controle te voorzien, staat het niet aan de Koning om die vormen van controle te beperken ten einde overlappingsen te voorkomen.

De ontworpen bepaling dient te worden herzien opdat met deze opmerking rekening wordt gehouden.

De paragrafen 1 en 4 mogen inzonderheid niet aldus worden gesteld dat zij de algemene bevoegdheid van het controleorgaan beperken.

2. Paragraaf 2 bepaalt inzonderheid dat het controleorgaan zijn controles moet uitoefenen "overeenkomstig de door de bevoegde politieoverheden voorgeschreven regels". Zoals de gemachtigde ambtenaar heeft bevestigd, bestaat de bedoeling van de steller van het ontwerp er meer bepaald in voor te schrijven dat die specifieke onderzoeken betrekking hebben op de regelmatigheid van de verrichtingen ten aanzien

.../...

van de regels die door de bevoegde politieoverheden zijn voorgeschreven.

Deze bepaling mag geenszins aldus worden geïnterpreteerd dat ze aan de politieoverheden enige verordenende bevoegdheid toekent.

Deze bepaling moet worden herzien teneinde formuleringen te vermijden die aldus tot verwarring kunnen leiden. Bovendien ziet de Raad van State niet in welke regels hier worden bedoeld. Bij artikel 44/4 wordt de Koning er immers mee belast te bepalen op welke wijze de inlichtingen in de algemene nationale gegevensbank worden verwerkt. De Koning is in zekere zin eveneens belast met het vaststellen van de voorwaarden voor de verwerking van de gegevens die zich in de bijzondere gegevensbanken van de diensten bevinden (artikel 44/7, derde lid). In voorkomend geval moeten de rechtsgrond en de aard worden gepreciseerd van de regels waarvan, volgens de wens van de steller van het ontwerp, de naleving in het bijzonder moet worden gecontroleerd door het controleorgaan.

3. De afdeling wetgeving ziet niet in wat het begrip onderzoek naar de werking in paragraaf 4 juist inhoudt.

Artikel 8

Het is beter in het tweede lid gewoon het volgende te schrijven :

.../...

"Het huishoudelijk reglement wordt goedgekeurd door de Minister van Binnenlandse Zaken en door de Minister van Justitie voor het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt."

Artikel 10

1. Artikel 44/7, negende lid, van de wet maakt het niet mogelijk de logistieke en administratieve steun van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie afhankelijk te stellen van een akkoord dat tussen de voorzitter van het controleorgaan en de inspecteur-generaal moet worden gesloten.

Paragraaf 1, eerste lid, van de onderzochte bepaling dient bijgevolg te vervallen.

2. Krachtens artikel 174, eerste lid, van de Grondwet, wordt de begroting elk jaar door de Kamer van volksvertegenwoordigers goedgekeurd. De begrotingsprocedure en de manier waarop begrotingen moeten worden opgesteld zijn in detail geregeld in de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991.

Zo luidt artikel 12, eerste en tweede lid, van de voormelde gecoördineerde wetten als volgt :

.../...

"De algemene uitgavenbegroting voorziet in en verleent machtiging voor de uitgaven, per programma, van de diensten van algemeen bestuur van de Staat.

De kredieten voor de programma's groeperen onderscheidenlijk de begrotingsmiddelen die betrekking hebben op de werkingskosten van de overheidsdiensten en op de doelstellingen van de activiteitenprogramma's." (3).

Artikel 14 van diezelfde gecoördineerde wetten luidt als volgt :

"In de begrotingstabellen worden de kredieten voor de programma's volgens de economische classificatie opgesplitst in basisallocaties, met opgave van de uitgaven bestemd voor de financiële diensten van geprefinancierde uitgaven. Deze bepaling geldt niet voor de kredieten ingeschreven voor de dotaties."

Gelet op de bepalingen waarnaar hiervoren is verwezen, staat het niet aan de Koning om in een verordening-bepaling voor te schrijven welke structuur de begroting van de federale politie moet hebben. Overigens is geen enkele verordenende maatregel nodig opdat artikel 114 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde

(3) Artikel 13 van de voormelde gecoördineerde wetten bepaalt inzonderheid dat de verantwoording van de algemene uitgavenbegroting is samengesteld uit nota's waarin de algemene beleidslijnen van de departementen worden uiteengezet, en, per organisatieafdeling, de toegewezen opdrachten en, per programma, de nagestreefde doelstellingen, alsook de aan te wenden middelen om deze te bereiken.

politiedienst, gestructureerd op twee niveaus (4) kan worden uitgevoerd.

Bijgevolg dient paragraaf 2 te vervallen.

Slotopmerking

De Nederlandse tekst van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. Zo is het verkieslijk in artikel 2, § 3, te spreken van het "vastleggen" van gegevens en inlichtingen in plaats van het "vatten" ervan. Ook de term "schorsing" (artikel 4, § 3) is in deze context verkeerd; het is verkieslijk te spreken van de stopzetting van het vastleggen van gegevens en inlichtingen. Deze opmerkingen gelden trouwens voor het gehele ontwerp.

Ook schrijve men in het gehele ontwerp "Minister van Binnenlandse Zaken" en "Minister van Justitie" met hoofdletters.

(4) Het voormelde artikel 114 luidt als volgt :

"De uitgaven voor de federale politie maken het voorwerp uit van een sectie van de algemene uitgavenbegroting. De basisallocaties met betrekking tot de algemene directie van de gerechtelijke politie worden samengebracht in een afzonderlijke organisatieafdeling."

Overigens behoort te worden opgemerkt dat de wetgever zelf bepaald heeft dat er een afzonderlijke organisatieafdeling moet zijn voor de begrotingsmiddelen van de gerechtelijke politie.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président du Conseil d'Etat,
voorzitter van de Raad van State,

P. LIENARDY,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par
M. Y. HOUYET, référendaireadjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, auditeur.
De nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld en toegelicht door
de H. Y. HOUYET, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst werd
nagezien onder toezicht van de
H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

R. ANDERSEN